

## VILLES D'ART, MONUMENTS ET SITES PAR RAPPORT AU TOURISME DE DEMAIN

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs,

Avant de vous présenter le texte que le Bureau de l'ICOMOS m'a chargé de dresser, je désire rendre hommage aux Comités nationaux qui ont rédigé leur rapport sur le thème à l'étude, en facilitant ainsi ma tâche, qui est d'esquisser l'opinion de l'ICOMOS et de proposer les lignes directrices pour le développement du tourisme culturel.

Le Secrétariat a reçu dix-huit rapports qui ont mis l'accent sur des secteurs différents : plusieurs sur les seuls travaux de conservation accomplis; le plus grand nombre sur les problèmes posés par le tourisme dans les différents pays; enfin, quelques-uns, vraiment remarquables, ont défini l'esprit qui doit présider, en général, au tourisme culturel.

Tout d'abord, je voudrais que nous nous débarrassions des considérations préliminaires qui viennent à l'esprit de tous, et qu'il me faut rappeler brièvement, sans m'appuyer sur l'éloquence des données statistiques, qui ont d'ailleurs été exposées dans l'excellent rapport de M. Haulot,

1. l'importance croissante du tourisme du point de vue économique,
2. l'incidence que le patrimoine artistique et les sites naturels ont sur le développement du tourisme.

Ainsi c'est à nous, conservateurs et responsables des monuments historiques et des sites, qu'est confiée la clef de cet imposant mouvement mondial qu'il y a une vingtaine d'années, nous ne pouvions pas prévoir et qui, maintenant, nous trouve peut-être encore étonnés et presque dépourvus.

La relation entre tourisme et patrimoine naturel, historique et culturel, qui est le thème de ce colloque, a déjà été établie par plusieurs organisations internationales. Je rappelle seulement, à cette occasion, ce que M. Ali Vrioni vient de nous dire sur l'action de l'UNESCO, et ce que nous avons appris par le rapport de M. Beerli, pour le Conseil de l'Europe.

Mais nous ne devons pas nous pencher sur le passé, surtout dans ce domaine qui va se développer d'une façon très rapide. Je crois qu'il ne faudrait même pas enregistrer la situation actuelle, dans ses différents aspects, mais plutôt extraire de l'expérience commune les enseignements les plus valables et les lignes directrices pour une action future, et donner ensuite un aperçu des possibilités d'améliorer, à notre point de vue, le tourisme de demain.

Pourtant, on peut souligner les inconvénients et même les dangers de cette action commune du tourisme et

des monuments. L'accent a été mis sur ce point par plusieurs Comités nationaux et, notamment, par ceux des Pays-Bas, du Royaume-Uni et de l'U.R.S.S.

C'est, en premier lieu, le nombre de visiteurs quelques fois excessif pour pouvoir assurer la sauvegarde des bâtiments et des endroits privilégiés. Il arrive parfois que l'aménagement des jardins et des parcs soit gravement endommagé, en quelques heures. Le grand courant de touristes, que l'on peut comparer à un fleuve gonflé, ne peut qu'éroder pavements, sols et parois qui forment le lit de ce torrent humain.

Le Comité soviétique a annoncé des recherches, sur le plan scientifique, pour déterminer le nombre maximum de visiteurs que l'on pourrait admettre, sans danger, dans les parcs et à l'intérieur des édifices. Ces études prouvent, mieux que beaucoup de discours, la nécessité d'établir un équilibre entre le tourisme et les exigences de la conservation, et nous nous apercevons déjà qu'il ne faut pas laisser dominer le premier, c'est-à-dire le tourisme, en livrant aux invasions croissantes ce que nous avons reçu de plus précieux et vulnérable.

A côté de ces dangers qui viennent de l'extérieur et qui doivent être éloignés par une discipline très difficile à établir, pour encadrer les courants touristiques, il y en a d'autres qui nous regardent et qui relèvent de nos plans et de nos réalisations.

C'est maintenant qu'il faut voir jusqu'à quel point on peut pousser les aménagements des anciens bâtiments pour les affecter à des fonctions touristiques. C'est une question importante — et surtout d'une grande actualité — à laquelle nous devons consacrer toute notre attention.

Nous constatons parfois des transformations et des rénovations qui ont été effectuées d'une façon large et libre, non seulement pour accueillir les touristes, mais pour les amuser, leur donner des impressions nouvelles, fortes et même parfois, fausses. En conclusion, elles sont parfois des mystifications, ou presque.

Bien entendu, tout le monde est d'accord sur la nécessité de réanimer les monuments historiques, ce qui est, souvent, la seule façon de prolonger leur vie. A ce propos, le Comité tchécoslovaque s'est montré le plus ouvert à de telles opérations, « reconnaissant au tourisme de nous offrir certaines possibilités et nous devons chercher à en tirer profit », mais il ajoute : « Il faut beaucoup réfléchir et bien peser le pour et le contre, car il s'agit de réunir les valeurs d'une culture ancienne et les valeurs nouvelles. » C'est vrai. On peut parfois sauver des anciens bâtiments négligés, quoique de grand

intérêt, ou les relever de leurs ruines; il s'agit souvent de véritables redécouvertes.

Alors, ces nouveaux aménagements font que les monuments historiques ne sont plus les objets passifs du tourisme mais deviennent des sujets actifs, et leur attraction va provoquer de nouveaux courants touristiques, comme l'a bien indiqué le Comité hongrois. Je pourrais ajouter, en suivant ma première métaphore des fleuves, que les monuments sont véritablement en même temps, la source et le lit de ces nouveaux fleuves humains.

Il faudrait toujours limiter ces transformations exceptionnelles pour ne pas risquer de dénaturer les fonctions et les destinations d'origine des bâtiments, desquelles on ne devrait pas trop s'éloigner. Les transformations qui changent tout l'aménagement et parfois même les structures intérieures d'un bâtiment, tout en laissant intactes les façades, ne nous satisfont pas, aujourd'hui, parce que nous avons compris que l'édifice est un organisme complet en lui-même et que l'on ne doit pas briser les rapports et les données d'origine qui existent toujours entre les intérieurs et les façades. Et même dans le domaine des intégrations et des reconstructions, l'authenticité des monuments doit être sauvegardée avant tout, pour éviter de faire des faux, tels que copies ou véritables maquettes à l'échelle de 1/1. Le Comité hongrois insiste sur ce point.

C'est pour cela qu'il faut renoncer, en tout cas, au transfert des édifices, comme on l'a fait jusqu'ici dans plusieurs pays, souvent pour créer des agglomérations qui ne sont que des musées de plein air.

La Charte de Venise devrait être appliquée à propos de tout aménagement valable dans le domaine du tourisme. Les Hongrois déclarent : « Ce document n'est pas seulement la loi internationale de la protection des monuments historiques, mais il a une force obligatoire pour le tourisme culturel, même si celui-ci veut répondre à ses propres exigences. »

L'expérience acquise jusqu'à présent a suggéré les deux plus importantes indications à suivre pour régler l'exploitation touristique des patrimoines artistiques et naturels. La collaboration entre les bureaux de tourisme et les services des monuments et des sites a donné lieu à un « ménage forcé », pas à un mariage... à cause du manque d'assentiment d'une des deux parties. Si les indications données pouvaient être suivies, l'attitude des deux bureaux se modifierait peut-être; ils formeront un couple heureux.

Maintenant, il nous faut porter plus loin nos regards, pour envisager et prévoir les espaces nouveaux où vont se dérouler — dans le futur le plus proche — les nouvelles activités du tourisme.

Il existe d'immenses zones géographiques, d'un grand intérêt naturel et architectural, qui demeurent encore intactes ou presque, et qui ne sont pas encore atteintes par le tourisme de masse.

Nous avons écouté, avec le plus grand intérêt, ce que M. Vrioni nous a dit, surtout au sujet de l'ac-

tion de l'UNESCO, pour la mise en valeur, à l'échelon mondial, des trésors artistiques de l'Iran, du Mexique et du Pérou. Nous nous félicitons avec l'UNESCO du développement de telles initiatives, en souhaitant le meilleur succès à cette action, ainsi qu'aux autres qui pourraient être entreprises sur le plan international.

Le Comité italien, par exemple, a proposé l'établissement d'accords pour coordonner les initiatives des pays rapprochés et baignés par la même mer, pour promouvoir et régler l'établissement de chaînes de petits ports de plaisance réservés au tourisme nautique. Il faudrait s'assurer que le choix de l'emplacement de ces nouvelles installations puisse toujours se dérouler en accord avec les services des monuments historiques et des sites, étant donné qu'il s'agit en général de lieux bien caractérisés, de petites baies et de criques, peut-être encore intactes, et que les petits ports seront toujours suivis de nombreuses autres installations.

Si des prévisions sur les territoires nous passons aux unités, objets d'une protection spéciale, je dois m'arrêter pour consacrer quelques mots aux villes anciennes — les plus importantes et les plus vivantes créations de l'homme et en même temps si outragées que l'on devrait respecter et admirer davantage, non à cause des seuls trésors qu'elles renferment, mais aussi pour elles-mêmes, à cause de leurs formes urbaines et de leur intense signification historique, culturelle et sociale. A ces villes, véritables citadelles du travail humain, voire de l'esprit, on n'octroie pas toujours la même protection que celle dont jouissent les monuments et les sites.

Quoique l'on ait élargi la signification juridique du terme « monument » et que l'on y ait ajouté la catégorie des « sites », la ville historique demeure toujours hors de la nomenclature juridique et reste ainsi privée de l'efficacité légale de la protection globale. Par ailleurs, le terme « ensemble » ne peut évidemment pas coiffer les villes, si petites qu'elles soient. On devrait surmonter les difficultés d'ordre juridique, au moins pour élargir la terminologie et l'étendre à maintes villes historiques. Il s'agit de véritables villes d'art, même sans le savoir, dont on connaît les limites exactes, car elles étaient autrefois encerclées de remparts et qui par leur attrait devront devenir de petites capitales du tourisme culturel.

Je crois qu'un contexte urbain — même s'il a été endommagé — est toujours très important du point de vue culturel, ainsi qu'une collection de manuscrits ou de documents conservés dans un même lieu. Ces ensembles sont régulièrement classés, du fait qu'il s'agit d'une collection de quelque intérêt, sans considérer la valeur individuelle de chacune des pièces qui la composent.

Pour les villes, on se borne aujourd'hui à classer les volumes précieux, c'est-à-dire les monuments les plus importants et les plus rares. On prétend que les bâtiments à classer sont importants, du moins pour le

cadre qu'ils composent ou auquel ils appartiennent. Il faut réfléchir que, même pour les chefs d'œuvre de la littérature, on ne demande pas que chaque passage soit poétique ou émouvant, et que toutes les lignes soient de véritables vers.

On devrait étudier le principe de la protection globale pour son adoption définitive. Quand on aura conscience, dans tous les milieux, du nouvel intérêt officiel, on aura une raison de plus d'éviter les attentats et les agressions contre les villes anciennes qui, aujourd'hui, dans toutes les parties du monde, vont se détériorer et qui risquent de manquer leur rendez-vous avec le tourisme culturel.

Il est évident que dans le cadre des zones touristiques à aménager, se pose le problème de l'installation de nouveaux hôtels, qui nous intéressent surtout à l'égard de leur insertion dans le paysage. Malheureusement ce sont souvent ces grands hôtels qui contribuent à défigurer les sites naturels ou les ensembles urbains, à cause de l'emplacement malencontreux où ils se dressent et parfois aussi à cause de leur voyante massivité.

Les promoteurs touristiques, pour que leurs hôtes puissent jouir d'une vue splendide, perchent encore les installations hôtelières sur des positions dominantes et, par conséquent, gâtent ainsi tout le paysage, qui est un patrimoine commun à tous.

Toutefois, je veux ici rappeler, au contraire, l'installation récente de plusieurs hôtels sur la côte adriatique en Yougoslavie, qui ont été placés en général dans des endroits discrets et ont été conçus avec modestie, pour ne pas abîmer le cadre naturel.

D'ailleurs, les hôtels abandonnent déjà les volumes importants et cubiques d'antan, et cherchent une souplesse de conception qui les rapproche parfois des nouveaux petits ensembles urbains. A ce point de vue, il faut rappeler les efforts que l'on déploie aussi pour les nouveaux villages de vacances que l'on bâtit actuellement et que les promoteurs aimeraient voir plus grands et plus répandus.

A côté de ces nouveaux villages qui viennent parfois changer la topographie des lieux et même la géographie humaine de vastes zones, on doit introduire le thème de la réanimation, dans des buts d'accueil touristiques et hôteliers, de villages entiers qui ont été abandonnés presque totalement. Nous croyons que l'on doit encourager ces initiatives, qui ont été citées expressément par le Comité néerlandais, à condition que l'on ne veuille pas en changer la forme ni l'esprit, c'est-à-dire que les transformations indispensables ne doivent pas être trop vastes ni trop poussées, et qu'elles soient clairement indiquées comme telles, pour ne pas créer des villages artificiels et, moins encore, des musées de plein air.

En général, ce problème est plus difficile à résoudre sur le plan architectural que dans le cas de l'aménagement de maisons isolées, situées dans des centres urbains, et dont l'initiative, prise par leurs propriétaires, s'échelonne dans le temps. L'entretien et la réanimation de

ces maisons, qu'elles soient grandes ou petites, peut véritablement sauver les villes anciennes. Tous les efforts doivent être accomplis pour favoriser de telles initiatives, ainsi qu'il est pratiqué en Angleterre depuis longtemps. La procédure exemplaire de l'Angleterre est plus ou moins suivie ailleurs comme en témoignent plusieurs Comités, ceux de la Suisse et de la Syrie entre autres, mais doit se développer partout, soit par l'octroi de contributions et de crédits pour les travaux de mise en valeur et d'entretien, soit par des mesures de détaxation, soit enfin pour faire connaître la disponibilité de vente des maisons restaurées. Un bureau spécial a été établi, dans ce but, en Angleterre.

L'aménagement des zones nouvelles ne doit pas détourner de l'examen des problèmes spéciaux des lieux touristiques traditionnels, à propos de l'accueil et pour mieux diriger les courants de touristes qui, comme l'ont relevé tous nos Comités nationaux, continuent à exploiter les seuls circuits habituels.

Plusieurs Comités nationaux ont relaté les études accomplies à ce sujet. Il s'agit des Comités de l'Espagne, de la Pologne, du Royaume Uni, de l'U.R.S.S. et des U.S.A. notamment. Etant donné que les conditions essentielles qui sont aujourd'hui à la base du tourisme de masse ne vont pas changer, il semble nécessaire de déplacer la pression touristique qui s'acharne sur certains lieux, pour la diriger sur d'autres parcours aussi intéressants et charmants que ceux déjà très connus.

Je ne crois pas que tout le monde irait visiter l'intérieur de la Tour de Londres s'il n'y avait pas des agences de voyage pour y transporter un nombre incroyable et croissant de touristes. Et d'autre part, nous voyons des monuments et musées très fréquentés et, dans la même ville, d'autres, d'égale importance, qui sont toujours déserts. On pourrait rééquilibrer cette situation en élargissant l'éventail des visites possibles et des connaissances à acquérir par les touristes.

Après avoir tissé ce petit canevas, en employant le fil soigneusement fourni par les Comités nationaux, essayons de tirer des conclusions, par rapport au tourisme culturel. Je n'ai pas employé ce terme jusqu'ici parce que, malgré notre optimisme, nous ne pouvons pas considérer, aujourd'hui, le tourisme de masse comme un véritable tourisme culturel.

A l'appui de cette constatation, il suffit d'invoquer quelques-uns des rapports des Comités nationaux, qu'on peut considérer comme des « Cahiers de doléance », tel celui du Comité allemand. Ceci étant dit, le but fondamental à poursuivre maintenant est justement celui de donner un niveau culturel élevé au tourisme. Telle sera notre devise. Pour y arriver, nous devons provoquer, dans les milieux concernés, une « volonté de culture », plutôt qu'une politique culturelle. Vous voyez que je préfère parler de volonté culturelle, parce que je crois que, dans le domaine de la véritable culture, on ne devrait pas établir de qualification politique, quelle qu'elle soit.

Nous sommes bien loin encore de cet idéal. Il faut

avouer que le tourisme actuel est provoqué, ou par les opportunités du loisir et du repos, ou par simple curiosité de voir plus que de connaître. Pour être encore optimiste, on a défini le tourisme comme une « chasse pseudo-culturelle » de choses nouvelles et amusantes. Une chasse en tout cas très rapide, car en général, les touristes sont si pressés qu'on peut dire qu'ils arrivent dans un endroit seulement pour en repartir. La nécessité de donner au tourisme un caractère cultivé, dans la phase actuelle de notre civilisation, doit constituer une réaction humaniste en face du monde mécanique et de la vocation technologique d'aujourd'hui. Cette obligation a été si bien présentée par notre président dans l'allocution prononcée à l'assemblée générale que je renonce à la développer, pour rappeler à vos esprits les paroles sensibles et élevées de mon ami Gazzola. Toutefois, je dois citer à propos des buts du tourisme culturel le rapport du Comité turc qui en donne son interprétation propre, dont je ne vous indiquerai que les grandes lignes.

L'intérêt, et même l'amour, que l'on porte aux vestiges culturels du passé ne doit pas être ressenti d'une manière sentimentale ou pragmatique, mais doit atteindre une plus large et plus haute valeur spirituelle. Il ne faut pas se borner à connaître les cultures et les civilisations d'autrefois, mais dépassant pour ainsi dire les événements et les liaisons historiques, il faut parvenir à évaluer les différentes expressions de la vie d'une façon plus proche et plus humaine. On peut dépasser les données de l'histoire, décevante suite de destructions, nous propose M. Kuban qui est porté à considérer les valeurs de l'humanité tout entière d'un point de vue très élevé, en dehors de la succession des siècles, « zeitlose » diraient nos amis allemands. Le tourisme serait le catalyseur entre le passé, le présent et le futur : nous pourrions alors interpréter en nous les anciens modes de vie; tous les témoignages de l'histoire pourraient se purifier et s'actualiser dans un esprit que l'on devrait qualifier de cosmique.

Après nous être lancés nous-mêmes à la recherche d'un équilibre total et paisible des esprits par le moyen de la culture, et avoir plongé nos regards dans le lointain, nous devons nous tourner vers les jeunes. Quelques mots doivent être réservés pour le tourisme scolaire, problème qui a été presque négligé par nos Comités. Cette forme du tourisme culturel doit être développée partout d'une manière plus précise et plus efficace qu'à présent. Il aura beaucoup de succès parce qu'il entre dans le cadre de la pédagogie visuelle d'aujourd'hui. Il pourrait se développer dans les périodes « hors saison », ce qui assurerait de nombreux avantages sur les plans économique et fonctionnel.

Un exemple vient à mon esprit : les activités innombrables qui se déroulent au Japon, où le tourisme est très courant et bien organisé.

Pour les jeunes gens, et aussi pour les autres touristes, il convient de soigner les itinéraires et notamment la préparation culturelle du personnel appelé à guider

les visites. Et surtout, les voyages touristiques ne devraient pas être si rapides et pressés comme aujourd'hui. Et encore : on devrait partout stimuler aussi la publication de brochures et des guides, de différentes sortes, mais tous à un prix modique et imprimés en grande quantité, comme l'a suggéré le Comité des Pays-Bas. Le même Comité indique, d'autre part, des méthodes pratiques, pour s'adresser au public, soit par des appels radiodiffusés le dimanche matin, pour intéresser ceux qui n'ont pas encore de programme pour la journée, soit pour familiariser les enfants avec les monuments par l'intermédiaire de jeux éducatifs.

Nous avons ainsi donné un aperçu général des principaux problèmes posés par le tourisme. Le moment est venu d'aborder les questions finales de l'organisation des services responsables et de l'octroi des crédits, que je puis seulement esquisser dans leurs grandes lignes, à cause de la diversité des situations.

Au sujet de la nature et de la structure des administrations qui devraient présider à la protection des biens culturels pendant la réalisation des programmes du tourisme culturel, je partage l'opinion de plusieurs présidents de Comités, et notamment de nos collègues MM. Lorentz et Bornheim, selon laquelle il faut attribuer, ou conserver, cette tâche aux services des monuments et des sites, qui sont sans nul doute les plus qualifiés.

Le transfert des services de protection à l'administration du tourisme ne me semble pas souhaitable, même si parfois se présente le mirage de crédits bien plus substantiels. On ne doit pas se flatter des avantages de cette subordination; parmi les expériences réalisées jusqu'à présent, je ne connais pas un seul cas où celles-ci n'aient été suivies de dommages pour le patrimoine monumental, en raison d'un abaissement évident de la qualité des aménagements et des restaurations. On pourrait, au maximum, agréer l'installation d'un nouveau service inter-ministériel pour réunir et coiffer les deux départements, selon la suggestion du Comité finlandais.

Une autre question primordiale se pose ici : en toute hypothèse, les monuments et les sites, qui sont la source fondamentale du tourisme culturel, doivent recevoir de lui une partie au moins des crédits nécessaires à leur entretien, qui devient plus lourd et plus coûteux, en raison des touristes mêmes. La question pourra être réglée par l'attribution de crédits budgétaires supplémentaires pour les services de protection, ou aussi par l'octroi d'un pourcentage sur les revenus des taxes touristiques, dans les pays où elles existent. Toutefois, je voudrais souhaiter l'abolition de toute mesure fiscale en matière de culture, même touristique. En conclusion, les services des monuments et des sites devraient garder leur propre individualité pour mieux travailler ensemble à la réalisation d'un idéal commun, celui d'élever le niveau culturel des activités touristiques.

La collaboration étroite entre le tourisme et la protec-

tion des biens culturels ira se réglant d'une façon convenable en reconnaissant la nécessité de pourvoir aux dépenses accrues de la conservation. Alors le ménage dont nous avons parlé, pourrait se transformer par un véritable mariage.

Mesdames, Messieurs,

Permettez-moi d'achever ce rapport en vous proposant des réflexions sur le développement du tourisme culturel en dehors des frontières.

Le thème du nouveau tourisme que nous souhaitons a été traité globalement, dans toute son ampleur, du point de vue de la conservation et de la mise en valeur des biens culturels. Pourtant, nous n'avons pas marqué de distinction entre les deux aspects fondamentaux du tourisme, en séparant les courants touristiques à l'intérieur d'un pays de ceux qui se portent à l'étranger pour en connaître la civilisation et en voir les différentes façons de vivre. C'est une distinction qui touche de près à l'exploitation culturelle du patrimoine artistique et naturel. Le Comité danois a remarqué que partout il y a des paysages, des bâtiments et des objets que les habitants du pays considèrent comme banals et quotidiens et auxquels, au contraire, le touriste étranger va s'attacher, les trouvant caractéristiques et fort intéressants. C'est ainsi que, grâce au tourisme culturel, les peuples se rapprochent davantage et s'entendent mieux. Alors, pourquoi ne pas souhaiter que tous les pays ouvrent encore plus leurs frontières, pour accueillir les touristes d'autres nationalités et pour faciliter aux citoyens de leur pays les voyages à l'étranger ? Du point de vue de la compréhension humaine, le séjour d'une seule semaine dans un pays de culture différente est plus efficace, et certes plus instructif,

qu'un voyage d'un mois à l'intérieur de son propre pays, si grand soit-il. Il est évident que nous devrions tous connaître le mieux possible les villes et le sol de notre patrie, mais il faut avouer que le tourisme limité à l'intérieur amène à des conceptions culturelles plus restreintes et unilatérales, et va fatalement nourrir les esprits nationalistes plus ou moins acharnés.

Une action en faveur des touristes voyageant à l'étranger — qui pourrait se concrétiser surtout par la libération des devises et l'abolition des restrictions fiscales — pourrait rééquilibrer les revenus du tourisme et collaborer à l'initiative déjà envisagée de l'établissement d'un « Fond international pour la conservation des monuments », dans les pays les moins favorisés. Cette initiative n'a pas encore abouti à un projet concret. Les Comités tchécoslovaque et péruvien sollicitent à nouveau sa création. Sans abandonner cette proposition, mais au contraire pour l'appuyer et en faciliter l'adoption, on pourrait la lier à cet appel, que je souhaite, en faveur d'une libéralisation plus large et totale du tourisme mondial.

Lorsqu'on prévoit une base presque égale, au départ, pour les activités touristiques internationales, les accords préliminaires pour aboutir à la constitution de ce fond commun pour les monuments, seront facilités d'autant.

Le Bureau de l'ICOMOS voudra bien, j'espère, considérer la possibilité d'étudier la question que je vais présenter : la création d'un comité ad hoc, ou l'organisation d'un colloque, ou encore toutes autres initiatives qui pourraient être prises. L'ICOMOS contribuera à ce que les monuments puissent vivre encore et continuer à lancer leur message. Puisse leur voix être entendue de tous.

Guglielmo de ANGELIS d'OSSAT  
(Rome)